

Note sur la crise du lait

19 mai 2009

benoit.james@parti-socialiste.fr



Le prix du lait actuellement payé aux producteurs vient de subir une baisse brutale de 30 %. Le prix se situe à un niveau historiquement bas : les entreprises annoncent en effet des prix à peine supérieurs à 20 centimes par litre, **du jamais vu !** Les éleveurs évaluent le prix de revient à 35 centimes : en dessous de ce seuil, la production n'est pas rentable. La situation est tendue et de très nombreux éleveurs sont pris à la gorge et manifestent leur colère. La FNPL (branche laitière de la FNSEA) organise une journée d'action le 20 mai. La Confédération paysanne organise de son côté une mobilisation le 25 mai.

Dans le même temps, les prix payés par les consommateurs n'ont connu aucun mouvement de baisse significative et se situent au même niveau qu'il y a un an. La grande distribution évoque une baisse des produits laitiers (fromages, yaourts, beurre) de 3,2 % entre mars 2008 et mars 2009, et une diminution de la brique de lait de 1,2 %. Il est clair qu'en matière d'alimentation, les hausses de prix des matières premières sont systématiquement répercutées, alors que les baisses quant à elles ne le sont pas...

Nous identifions plusieurs causes directement politiques ayant entraîné une telle situation :

- la dérégulation du marché du lait au moment des accords de la PAC en 2003 et la disparition programmée des quotas laitiers dès cette date.
- une remise en cause en 2008 des mécanismes de fixation du prix du lait au sein de l'interprofession laitière, au détriment des producteurs, et ceci encore une fois au nom de la libre concurrence.
- la fin des quotas laitiers pour 2015 qui annonce et planifie une très forte restructuration de la production laitière, dont les effets commencent déjà à se faire sentir.

Dans tous les cas, les responsables politiques issus de la majorité UMP qui se sont succédé ces dernières années au gouvernement sont directement coupables de cette situation. La stagnation de la consommation de dérivés du lait (poudre de lait et beurre) entraîne de fait une dégringolade des prix qui n'est plus compensée par les filets de la régulation.

C'est bien la doctrine purement libérale qui peu à peu impose sa loi : au nom de la libre concurrence voulue par la grande distribution, la logique inavouée du système actuel aboutira inexorablement à concentrer la production laitière.

Le Parti socialiste demande que soient mises en œuvre le plus rapidement possible les mesures suivantes :

- La remise en marche de la discussion sur les prix au sein de l'interprofession laitière

- la poursuite durant toute la campagne laitière du gel de 1% d'augmentation de quotas.
- La réouverture à l'échelle européenne des discussions sur la disparition des quotas, au plus tard en 2010, avec pour objectif absolu la prorogation de ce système au delà de 2015.
- La mise en place effective d'un observatoire des marges qui fasse enfin la lumière sur les marges bénéficiaires constatées dans la grande distribution.

Quelques éléments de langage :

« 1 % de quotas supplémentaires, donc 1 % de production supplémentaire, c'est une baisse de 10 % des prix à la production, sans répercussion pour le consommateur ».

« Agriculteurs et consommateurs sont les victimes collatérales d'une logique purement libérale qui profite aux seules industries agro-alimentaires et à la grande distribution »

« La crise actuelle risque de faire disparaître l'élevage laitier dans de nombreuses régions, particulièrement dans les zones de moyennes montagnes et les zones défavorisées »

« C'est l'UMP qui est directement responsable de la situation : la droite a toujours plaidé en faveur de la dérégulation, au détriment des instruments de gestion de l'offre ».

« Les Socialistes ont mis en place les quotas en 1984. Nous avons toujours défendu les politiques publiques de gestion de l'offre dans le domaine agricole, y compris au Parlement européen ».

« L'Europe protège les agriculteurs et nous rend indépendants en matière d'alimentation. C'est l'Europe libérale prônée par la droite qui entraîne cette situation »

« Nous, nous revendiquons le juste échange face au libre échange, y compris bien sûr dans le domaine agricole »

« La production agricole est par nature très fluctuante : c'est pour cela qu'il faut intervenir sur les marchés des matières premières. Sans cela, les prix connaissent de trop grandes variations, qui pénalisent les producteurs et les consommateurs ».

« C'est bien la doctrine purement libérale qui peu à peu impose sa loi : la logique inavouée de ce système aboutira inexorablement à concentrer la production laitière ».

« Le Parti socialiste constate une fois de plus le double discours de l'UMP, qui, en matière de production laitière, comme dans bien d'autres domaines, allume les feux de la révolte et de l'exaspération ».

« Les Socialistes, qui revendiquent et souhaitent voir appliquer des règles de juste échange, sont les seuls à offrir un autre débouché politique à l'Europe ».